



L'information sur les politiques européennes en France

Elections 2009 | 17.04.2009

Bruno Le Maire : « Montrer au citoyen que les élections européennes ont un enjeu »

Alors que les sondages prédisent un taux de participation encore plus faible qu'en 2004 pour les élections européennes, la question de la politisation du scrutin fait débat.

« Comment comptez-vous vous y prendre pour inciter les citoyens à aller voter aux européennes ? ». Cette question a été posée au secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Bruno Le Maire, lors d'une conférence de presse organisée, mercredi 15 avril, par la Fondation Robert Schuman pour présenter son Rapport 2009 sur l'Etat de l'UE.

Quelques jours avant (**EurActiv.fr 14/04/2009**), un sondage publié par le quotidien Libération indiquait que le taux d'abstention au prochain scrutin européen pourrait atteindre 66%. Un score jamais atteint depuis la mise en place des élections du Parlement européen au suffrage universel direct en 1979.

Après avoir indiqué qu'il « se méfiait des baromètres », Bruno Le Maire s'est appuyé sur une récente enquête selon laquelle les citoyens européens font après « eux-mêmes », le plus confiance à l'Union européenne pour sortir de la crise. « Ce qui nourrit mon optimisme est que je suis persuadé que pour les citoyens européens, l'Europe est un espoir », a-t-il ajouté.

Un espoir qui ne semble cependant pas pour le moment donner envie aux Européens de se déplacer pour aller choisir la composition de leur Parlement. En terme de méthodes, le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes a indiqué qu'il fallait réussir à montrer aux Européens « qu'il y a un enjeu à ces élections ».

Premier argument du ministre : expliquer au citoyen qu'il va voter pour un député qui adopte des lois dont 80% d'entre elles auront un impact direct sur sa vie quotidienne. A noter que cette statistique, rapportée la première fois par un rapport du Conseil d'Etat de 1992, n'a jamais depuis été démontrée.

Le choix du parti lié à une vision de l'Europe

Mais c'est surtout sur la nécessité de montrer que le choix du parti a un impact sur l'orientation politique de l'Europe que Bruno Le Maire a insisté. Un changement notable dans le discours par rapport à la campagne de 2004. A l'époque, il s'agissait plus de montrer au citoyen ce que l'Europe fait pour lui. « Ce n'est pas la même Europe si on a la Turquie dans l'UE ou hors de l'UE. L'UMP a dit qu'elle n'y était pas favorable, ce n'est pas le même choix », a expliqué le secrétaire d'Etat.

Autre exemple pris par Bruno Le Maire, la mise en place du système de positionnement par satellite européen, Galileo, créé pour permettre aux Européens de ne pas dépendre du système américain GPS. « Il faut demander au citoyen s'il préfère le système américain ou le notre. Là aussi ce n'est pas la même chose si vous faites un vote ou un autre », a martelé le ministre. Un exemple qui mériterait cependant d'être éclairé, le projet lancé en 1999 ayant cinq ans de retard, et étant soutenu par différents partis politiques notamment le PS et l'UMP.

Scrutin national?

La politisation du débat européen au niveau national serait donc l'une des marches à suivre pour intéresser les citoyens à l'Europe et leur donner envie d'aller voter. Evoquant la volonté de Benoit Hamon, le porte parole du PS, de faire des européennes un vote sanction contre Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire a cependant indiqué « qu'il n'était pas à l'honneur du PS de transformer un vote européen en un vote sanction au niveau national ». Un vœu pieux? Jusqu'à présent, toutes les élections européennes ont été le moyen pour le citoyen de s'exprimer sur la politique du pouvoir en place.

« Ce qu'il faut c'est identifier des enjeux européens clairs qui soient ensuite débattus par les Institutions nationales », a estimé le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique Giuliani. « Longtemps, nous avons tenté d'épargner les Institutions européennes des intérêts partisans. Les enjeux européens ne doivent plus être sacralisés mais débattus, contestés. Les hommes politiques de haut niveau ont la possibilité de changer ça s'ils introduisent de vrais enjeux européens dans leurs propositions en disant par exemple aux citoyens : votez pour moi si vous voulez qu'on évite la Turquie, ou si vous êtes ouverts à l'entrée de la Turquie dans l'UE ». « Ces clivages peuvent choquer » mais donneront du sens au vote des citoyens, a conclu Jean-Dominique Giuliani.

Cette politisation des débats ne semble cependant pas encore d'actualité. « L'absence de lien entre l'expression des clivages au niveau européen et leur expression au niveau national est frappante », a pour sa part indiqué le directeur des études de la Fondation Robert Schuman, Thierry Chopin. « Et il ne semble pas non plus y avoir d'intérêt des structures partisanes nationales pour ces enjeux là, ou alors s'agit-il d'une méconnaissance ? ».

Moins de deux mois avant le scrutin, le programme officiel de l'UMP n'est pas encore connu, pas plus que la totalité de ses listes. Quant au PS, il lancera officiellement sa campagne le 24 avril à Toulouse.